

Application de l'article 51 du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal.
Interpellation de N. KAMMACHI, Conseillère communale, relative à l'urgence sécuritaire à Anderlecht qui exige un plan d'action clair et ambitieux

N. KAMMACHI donne lecture du texte suivant :

N. KAMMACHI geeft lezing van de volgende tekst:

Depuis plusieurs mois, notre commune est le théâtre d'une escalade de violence inacceptable. Les incidents se multiplient, plongeant nos quartiers dans un climat d'insécurité insoutenable.

Récapitulatif des incidents récents :

- 5 février 2025 : Fusillade au-dessus du métro « Clemenceau ». Aucun blessé, mais plusieurs douilles retrouvées sur place.
- 6 février 2025 : Une personne blessée par balle à la jambe, toujours près de « Clemenceau ».
- 7 février 2025 : Fusillade mortelle dans le quartier « Peterbos ».
- 15 février 2025 : Un jeune homme de 19 ans abattu à proximité de la station « Clemenceau ».
- 17 février 2025 : Nouveaux coups de feu entendus près de la station de métro « Saint-Guidon ». Aucun blessé.
- 23 février 2025 : Fusillade ciblant un night shop et un snack rue de Fiennes. Aucun blessé, mais 25 douilles retrouvées.
- 18 mars 2025 : Deux jeunes hommes blessés lors d'une rixe à Anderlecht, l'un par balle, l'autre par arme blanche.

- 1er avril 2025 : Des coups de feu tirés sur la façade d'une habitation dans le quartier « Clemenceau ». Aucun blessé.

- 5 avril 2025 : Une personne légèrement blessée à la suite d'un coup de feu tiré place Lemmens.

- 12 avril 2025 : Une altercation entre deux jeunes près de la station de métro « Saint-Guidon » se solde par des coups de feu. L'un des deux est blessé à la jambe.

- La nuit du 16 au 17 avril : un blessé dans une attaque au couteau près du « Cora » et des coups de feu tirés près de la rue de la Clinique faisant deux blessés dont un grave.

Pour cette interpellation que je dois rendre pour le vendredi 18 avril, nous en sommes là, j'espère qu'au Conseil communal du 24 avril, je ne devrai pas déplorer de nouvelles fusillades.

Ces événements, souvent liés à des règlements de comptes dans le cadre de trafics de stupéfiants, plongent notre commune dans un climat d'insécurité insoutenable. Les habitants vivent dans la peur, les commerçants voient leur activité menacée, et les familles s'inquiètent pour la sécurité de leurs enfants.

Cela suffit !

Nous avons l'impression de nous être enlisés dans une situation d'insécurité totale. Et nous posons la question : cet enlèvement est-il dû au fait que nous sommes une commune « populaire » ? Si ces événements se déroulaient ailleurs (sans vouloir nommer une commune en particulier, mais une commune dont l'indice socio-économique des habitants serait plus élevé), serions-nous confrontés à la même inertie ? Je ne le pense pas.

Lorsque l'on est à la tête d'une commune, on a des devoirs. Soit on propose et on avance, soit on cède la place. Or, force est de constater que certains membres de ce

Collège, en sont à leur troisième, quatrième mandat, sans apporter de solutions concrètes. Comment voulez-vous que les citoyens continuent à faire confiance à la politique dans ces conditions ?

Contrairement à ce que certains voudraient faire croire, les écologistes ne se contentent pas de discours. Nous agissons concrètement pour changer un système opaque et privilégié. Nous avons défendu des mesures en faveur des mamans solo, de l'émancipation des femmes, avons défendus toutes les minorités, nous avons lutté contre les formes d'inégalités, notamment dans l'enseignement et avons favorisé l'accès au logement. En terme de sécurité, nous proposons une approche globale, structurée et innovante. Des politiques de droite, voire d'extrême droite, en connivence avec certains partis dits de gauche, ont contribué à démanteler ces avancées.

On m'avait dit : *"Tu verras Nadia, tu te donnes pour changer cette société, mais tu finiras par être dégoûtée, et il ne restera que les dégoûtants."* Eh bien non, je refuse de lâcher.

Monsieur le Bourgmestre, je vous demande :

1. Quel est le plan d'action concret que vous comptez mettre en œuvre pour restaurer la sécurité dans notre commune ?
2. Quelles mesures spécifiques seront prises pour démanteler les réseaux criminels qui gangrènent nos quartiers ?
3. Comment envisagez-vous de renforcer la présence policière et la collaboration avec les services judiciaires ?
4. Quelles initiatives seront lancées pour reconstruire la confiance entre les citoyens et les institutions ?

Les habitants d'Anderlecht méritent de vivre en sécurité. Ils méritent des dirigeants à la hauteur des défis. Ils méritent des actions, pas des excuses.

Monsieur le Bourgmestre :

Je l'ai évoqué lors des derniers Conseils communaux, notre commune traverse probablement l'une des crises les plus difficiles de son histoire. Mes pensées vont une fois de plus aux habitants de nos quartiers qui subissent cette ultra-violence quasi quotidienne.

Il y a deux mois, vous déclariez, Madame KAMMACHI, « soutenir l'action du bourgmestre et faire bloc, tout parti confondu, pour affronter ceux qui tirent les ficelles de ces trafics et font en sorte que la vie quotidienne dans certains de nos quartiers soit tout particulièrement difficile ». Aujourd'hui, vous en appelez à ma démission et vous sous-entendez lourdement que je ne suis pas à la hauteur des défis. J'ignore ce qui motive ce revirement à 180° de votre position initiale, si ce n'est un petit jeu politique, qui est à mon sens tout particulièrement déplacé dans les circonstances actuelles. Votre positionnement est une insulte à tous ceux qui œuvrent au quotidien, de l'agent de quartier au commissaire en chef, pour rétablir le calme et la sérénité dans le quartier !

Je ne sais pas si je suis à la hauteur, comme vous le dites, toutefois ce que je sais, c'est que mes collaborateurs et moi-même consacrons toutes nos journées à trouver des solutions pour sortir de cette crise aiguë. Nous allons frapper à toutes les portes de la chaîne sécuritaire et judiciaire. Pour l'instant, nous bénéficions d'une oreille attentive. J'ai rencontré, et écrit, à plusieurs reprises, au Ministre de l'Intérieur. Les renforts qu'il nous fournit, ainsi que ceux des autres zones de police bruxelloises, permettent d'occuper le terrain 7 jours sur 7, 24 h sur 24. Cette présence accrue n'empêche, malheureusement, pas les tirs.

Force est de constater que les montants considérables qui sont en jeu incitent certains individus à prendre tous les risques pour pratiquer leur commerce. Sans entrer dans le détail des enquêtes judiciaires auxquelles je n'ai évidemment pas accès, en vertu du principe de séparation des pouvoirs, il faut se réjouir que cette présence policière renforcée sur le terrain à aider à identifier et à arrêter la plupart des auteurs de ces tirs. Évidemment, ce n'est pas suffisant parce que, comme pour le deal de rue, arrêter les personnes vulnérables utilisées par les réseaux ne résout rien, car il faut s'attaquer aux structures. A ce sujet-là aussi, j'ai assisté à plusieurs rencontres fructueuses avec le nouveau Procureur du Roi et à nouveau, les plans d'action qui sont discutés sont porteurs d'espoir. Ce n'est que par le volontarisme et par la cohésion de l'ensemble des acteurs de la chaîne sécurité et judiciaire que nous nous en sortirons, bien que la police et la justice ne sont pas tout.

Dans l'attente de la sortie de crise, et surtout après la sortie de crise qui ne manquera pas de venir, il nous faudra nous réapproprier notre espace public, les occuper de façon positive ; se dire que nos rues et nos places sont aux citoyens et aux associations et non aux dealers ! C'est tout le sens de l'opération « my place to be » dont on a déjà parlé à de nombreuses reprises et qui est portée à la fois par les membres du Collège, par le monde associatif et par les citoyens. Ce plan existe pour dire qu'on s'en sortira, tous ensemble.

N. KAMMACHI :

Monsieur le Bourgmestre, merci pour votre réponse. Effectivement, le 7 février, j'avais publié sur mon profile « Facebook » : « merci de relier cette information à Monsieur le bourgmestre, vous pouvez compter sur l'ensemble des Conseillers communaux « ECOLO-GROEN » d'Anderlecht pour soutenir les actions qui permettront aux Anderlechtois, principalement du quartier de Cureghem, de se sentir en sécurité ». Aujourd'hui, force est de constater, trois mois plus tard, qu'on ne voit pas les effets de ces actions, c'est cela que je déplore.